PARTI SOCIALISTE
Convention nationale des 14 et 15 décembre 1996
Noisy le Grand

15 décembre 1996 (matinée)

Sommaire
Jean-François Noël 1
Pierre Victoria 3
Gérard Rispal 5
Franck Pupunat 6
Michel Cotanègre 8
Alain Bergougnioux 9
Gérard Fuchs 13
Jean-Luc Mélenchon 15
Élisabeth Guigou 18
Lionel Jospin 18

Louis Mermaz (Le président) - Nous allons commencer et donner la parole à Jean-François Noël . Il nous reste 5 orateurs qui n'ont pas pu intervenir hier soir. Jean-François, pas plus de cinq minutes !

Jean-François Noël
On ne va pas faire plus de cinq minutes.
Merci d'être un peu plus nombreux qu'hier soir, vers 19 heures 30.
Mme si la commission des résolutions ayant fait son travail, c'est plus pour l'avenir que pour le présent de cette convention qu'il est intéressant d'intervenir, je voulais revenir sur la question de la priorité aux jeunes et sur un certain nombre de points liés à cela.
Premier élément, ayant eu à rapporter des propositions devant la commission Emploi/insertion du Parti, au début septembre, je suis de ceux qui se félicitent et se réjouissent du fait que le Parti ait retrouvé autour de l'emploi des jeunes une priorité claire, parce qu'elle avait été effectivement abandonnée et ceci nous a un peu coûter cher, y compris politiquement, du côté de tous les acteurs de l'insertion des jeunes depuis quelques années.
Donc sur ce point là au moins, les choses ont avancé. Il reste que ceci suscite à la foi intérêt et quelque peu d'inquiétude quant à la façon dont nous allons gérer cette affaire.
Étant en contact avec beaucoup d'acteurs de l'emploi et de l'insertion des jeunes, et en étant moi-même dans des activités syndicales et de gestion de la formation professionnelle, je dois me faire ici l'écho du fait qu'alors que nous avons, petit à petit, au fil des années quelque peu laissé filer les choses dans ce domaine, on

Collection Jean-Jaurès

nous pose beaucoup la question du comment vous allez faire et est-ce que vous avez compris quelle est la réalité.
Pour reprendre les interventions d'hier après-midi, autour de la formule de Jaurès "partir du réel pour aller à l'idéal"
maintenant que nous avons assez clairement défini l'idéal, il faudrait pour le réaliser, tenir compte du réel. De ce point de vue là, deux points me paraissent importants et c'est là-dessus que je voudrais attirer l'attention du Parti.
Premier point, sur la question du statut des jeunes : il y a des ambiguïtés dans nos formules et le débat d'hier après-midi, les différentes interventions ont montré qu'il y avait matière à débat et à clarification.
Personnellement, dans ce débat, je ne suis pas de ceux qui souhaitent que nous tenions des formules générales autour d'un statut des jeunes pour tous les jeunes. Je souhaite personnellement que tous les jeunes aient un statut et que chaque jeune ait un statut, ce qui est une situation un peu différente.
En effet, nous devons faire attention à ce qu'il existe aujourd'hui deux statuts légitimes pour les jeunes, celui de lycéen ou d'étudiant, le statut scolaire et celui d'étudiant. Il est clair qu'il nous faut l'améliorer, cela fait partie des propositions et c'est positif, mais même si une grande partie des jeunes est au chômage, il est bien clair aussi qu'un jeune qui accède à l'emploi doit accéder à un contrat de travail normal et au statut normal de salarié, et lorsque nous parlons de contrat d'insertion ou autre formule que j'emploie moi-mme volontiers, prenons garde à ce que ces formules soient claires au sens où elles élargissent un système de droit, mais qu'elles ne se substituent jamais au contrat de travail.
Je crois que là dessus il y a une véritable difficulté, nous avons beau dénoncé telle ou telle mesure , la tentation est grande quelquefois de substituer par commodité politique, des formules spécifiques aux jeunes, même si nous ne faisons pas ce que la Droite entend faire dans ce domaine.
La question prioritaire en termes de statut est celle des jeunes qui ne bénéficient ni du statut d'étudiant, ou du statut scolaire, ni de ceux qui entrent dans un cursus d'insertion dans l'emploi, qui débouche assez rapidement sur un contrat de travail`. C'est tous les jeunes que nous qualifions de situations en processus d'insertion. Et c'est à ce processus d'insertion qu'il faut donner un statut , c'est-à-dire un système de droits et de devoirs, un système de garanties, qu'elles touchent la rémunération, si nous voulons pas que les RMI jeunes ne deviennent un jour une revendication , et un système de garanties en termes de protection sociale en termes de droits individuels et collectifs.
Le deuxième point pour me limiter dans mon temps de parole, c'est si nous partons du réel, nous devons faire une analyse un peu plus précise de l'existant aujourd'hui, parce que j'ai de temps en temps un peu l'impression ...

Louis Mermaz - Tu conclus.

Jean-François Noël - J'approche de ma conclusion... que nous avons réinventer l'eau chaude, or il existe aujourd'hui un certain nombre de formules que nous ne pouvons pas nier, nous ne pouvons pas nier ce qui a été construit par les acteurs,

en particulier je m'indigne chaque fois que j'entends résumer le débat sur l'alternance à l'alternance entre le statut scolaire, l'apprentissage.
Je rappelle ici que l'apprentissage n'est pas géré paritairement, que l'apprentissage relève de la formation initiale, et est une caricature historiquement en France d'une véritable conception de la formation en alternance et que les partenaires sociaux dont je suis, ont construit depuis une dizaine d'années, sous l'impulsion des gouvernements de gauche, un système d'alternance sous contrat de travail.

Louis Mermaz - Je vais demander à Pierre Victoria de s'avancer.

Jean-François Noël - Je termine.
Nous ne pouvons, si nous voulons réussir, de ce point de vue nier ce qui a été construit par les acteurs de l'emploi et de l'insertion, et en particulier par les partenaires sociaux, c'est pour cela que la proposition de Gérard Lindeperg de la Fédération de la Loire qui, je le sais, a été acceptée par la Commission des Résolutions, est une proposition de dynamique politique nouvelle que nous devons porter. Notre crédibilité tiendra à notre capacité d'apporter ce type de propositions.

Louis Mermaz - Merci. Et excuse-moi de t'avoir un peu pressé.
Pierre Victoria a la parole pour cinq minutes. Nous avons des contraintes de télévision.

Pierre Victoria

Le hasard des interventions fait que je vais aussi intervenir sur le problème de l'emploi des jeunes, en essayant d'être complémentaire de l'orateur précédent.
Nous allons avoir dès demain pour l'emploi à changer de politique, à défendre sur le terrain les différentes propositions que nous avons émises dont nous avons largement débattu hier, tout au long de la journée.
Mais pour être capable de gagner en crédibilité quant aux propositions qui sont désormais les nôtres, je crois qu'il va falloir faire attention à avoir toujours en mémoire , comme l'a rappelé Gérard Lindeperg, les raisons pour lesquelles il y a eu défaite historique en 1993, en particulier l'une d'entre elles a été notre difficulté à appréhender la réalité d'une situation où de plus en plus dans la société disparaissait l'espoir d'un futur meilleur. Et c'est bien quelque part parce qu'il y a eu à un moment donné cette déconnexion entre la gauche et l'idée de progrès, que des espaces nouveaux se sont créés, qui ont permis d'une part à de nouvelles utopies de faire jour, je pense en particulier à celle à laquelle nous ont souvent convié nos amis les écologistes, mais aussi permis cette victoire présidentielle dans le mensonge qui s'effondre aujourd'hui dans une succession de reniements.
Cela dit, depuis hier le problème de la jeunesse est au cœur de nos débats, et c'est au moment crucial et de façon un peu paradoxale où les problèmes de la jeunesse vont devenir particulièrement importants lors des campagnes

Contribution Jean Jaurès

législatives futures, qu'elle même cette jeunesse doute de plus en plus de notre capacité collective à lui assurer son droit premier qui est celui de construire un projet personnel.
Comme le disait un jour, très joliment et un peu à la cantonade, un jeune avec qui je parlais de politique et d'insertion et du rôle de la politique de l'emploi pour la jeunesse, il disait : "quand la banquise craque sur les pingouins s'agitent" ! Pour éviter que l'on reste ainsi dans une sorte de non crédibilité à l'égard de la jeunesse, que faut-il faire ? Beaucoup d'orateurs avant moi l'ont dit, il faut quand même rappeler que l'ensemble des dispositifs qui ont été mis en place depuis de nombreuses années, sont aujourd'hui particulièrement confuses, superposées, car ils aboutissent en définitive à faire des jeunes des sous salariés, qui doivent désormais se trouver eux-mêmes dans des critères d'exclusion pour accéder à des offres d'emplois qui, on l'a vu hier, sont assez rares, sont précaires et de plus en plus mal rémunérés.
Je crois qu'à cette logique d'offres soldées, à ce 3615 Crise Emploi auquel convient désormais ANPE et Espace Jeunes, il faut substituer une politique plus contraignante . On a parlé longuement hier de notre engagement sur les 700 000 emplois jeunes qui aura encore à gagner en crédibilité. Je reste un peu circonspect sur les différentes explications qui nous ont été données hier, sur les conditions de leur application.
Je pense par contre qu'il manque une chose dans nos propositions qui est le lien que l'on pourrait assurer entre obligation d'embauche des jeunes et réduction du temps de travail.
Je crois que puisque les partenaires sociaux vont se lancer, si nous arrivons au pouvoir, dans la réduction massive du temps de travail, je crois que nous devons tenter et même contraindre à faire en sorte de rapprocher la courbe démographique dans les entreprises de celle de la population active.
Je crois que si nous ne faisons pas cela, il va se passer le phénomène qui s'accélère énormément actuellement qui est l'allongement de l'âge moyen des salariés.

Louis Mermaz - Il faut que tu conclus.

Pierre Victoria - L'allongement de l'âge moyen des salariés et d'autre part la cristallisation d'une opposition croissante entre générations, à l'intérieur de l'entreprise. C'est en fait à quelque chose d'assez proche d'un système qui est fait pour les travailleurs handicapés que personnellement je propose que nous travaillons, qui est plus a en plus un grand mérite qui est celui de créer des charges supplémentaires.
En conclusion, simplement je dirai que la recherche de la crédibilité dans le domaine de l'emploi des jeunes est manifestement une des conditions essentielles de notre réussite et de notre prochaine victoire électorale. C'est surtout en tout cas une des conditions nécessaires d'éclaircissement et de gagner en crédibilité à l'exercice de nouvelles responsabilités gouvernementales.
Alors, mes camarades, au travail !

Fondation Jean Jaurès

Louis Mermaz - Merci d'avoir tenu dans les temps.
La parole est à Gérard Rispal.

Gérard Rispal

Camarades, je dois avouer les inquiétudes qui m'ont habité à la veille de notre Convention. après la mondialisation et la démocratie, j'ai pensé qu'il était indispensable que nous prenions en main les solutions visant à résorber le chômage.
Il apparaît de la plus élémentaire humanité que tout membre d'une société ait le droit d'en être un acteur agissant et à ce titre, en percevoir une juste rémunération qui lui permette de satisfaire ses besoins et ses désirs.
L'intitulé donné à cette Convention , qui était "Redistribution", ne me semblait pas assez fort par rapport aux attentes des millions de français qui vivent une précarité permanente.
Quand cet intitulé se transforma en "Politique économique et sociale", j'ai un instant pensé que la question du chômage n'était plus le centre unique de nos préoccupations. Puis la bonne surprise advint : le titre même du texte soumis à notre adoption "Objectif emploi, changer de politique" prouve que les socialistes ont intégré la hantise quotidienne qui bloque des millions de nos concitoyens.
Tout comme moi, tu as pu constater que la partie qui traite de l'emploi précède celle relative à la justice sociale qui reste cependant le fondement de notre action.
Cette orientation n'est pas neutre. Elle montre que nous désirons faire prendre conscience qu'une politique ne peut être crédible aux yeux de ceux à qui elle s'adresse, que si nous prenons en compte leurs revendications, même si -et c'est bien normal- notre volonté de gouverner utilement sur le long terme nous impose de rester dans le domaine du réalisable et de ne pas sombrer dans l'utopie outrancière.
Tu penses que je ne vois le monde qu'au travers des œillères de l'emploi. Eh bien, tu as raison, mais comment pourrait-il en être autrement dans un pays qui s'enorgueillit à juste titre d'ailleurs d'être la quatrième puissance économique du globe.
Il est humainement inacceptable que nous puissions tolérer que tous ne partagent pas cette richesse . Il n'est pas un seul avatar de notre société qui ne soit une conséquence de cette endémie. La délinquance est la traduction erronée que certains trouvent à leur désespérance. La perte de repères entre les générations engendre des difficultés familiales de plus en plus aiguës. La démagogie des partis d'extrême droite tente de récupérer les exclus à des fins peu avouables en leur offrant l'autre en bouc émissaire.
Nous devons, hélas, constater que leur discours finit par séduire ceux qui estiment ne plus avoir le moindre espoir.
Pour éviter de s'enfoncer plus encore dans l'engrenage du libéralisme sans foi ni loi que prônent certains, ce far-west où l'on n'hésiterait plus à massacrer ceux qui ne réussissent pas, il ne reste comme solution viable qu'à s'attaquer à la

Fondation Jean-Jaurès

cause même de nos maux : le chômage.
Le texte national soumis à notre vote est l'exacte traduction de cette volonté. Je n'épiloguerai pas sur son contenu car les idées qu'il porte sont suffisamment fortes pour ne pas les dénaturer.
J'ai, par contre, quelques propositions à te faire en ce qui concerne la présentation de ce texte.
Le titre de la première partie "Agir pour la croissance et l'emploi" serait encore plus percutant sous la forme "Agir pour l'emploi et la croissance", ce qui ne subordonnerait à la seule croissance l'espoir que nos propositions représentent pour des millions d'exclus de l'emploi.
Nous sommes conscients de la nécessité d'un redémarrage de la croissance mais elle restera toujours insuffisante pour assimiler rapidement les millions de chômeurs.
Dans le même état d'esprit, les paragraphes relatifs à l'emploi, seraient plus en situation devant celui relatif à la croissance, et pour aller plus loin, dans le paragraphe "réformer l'emploi", il serait judicieux que l'alinéa "réduire le temps de travail" se présente en qualité des volontés à affirmer avant celui "Asseoir le financement social sur l'ensemble des revenus et de la richesse".
Sans rien changer au contenu, cette nouvelle présentation donnerait encore plus de poids au message que nous désirons faire entendre aux français. A sa première lecture, ils furent nombreux à considérer que le Parti socialiste avait pris la bonne direction .
Prouvons aux français que nous sommes encore plus déterminés qu'ils ne le croient.
C'est l'objet de la présente proposition et je ne doute pas , camarades, qu'ensemble, nous déclarions la guerre au chômage.
(Applaudissements)

Louis Mermaz - Merci. La parole est à Franck Pupunat, André Duchateau étant absent...
Vous avez déjà perdu 30 secondes !

Franck Pupunat

A ce sujet justement, je voudrais vous dire quelques mots.
Il est vrai que je devais intervenir hier soir et je suis bien content d'intervenir ce matin parce qu'il ne restait hier soir qu'une dizaine de personnes dans la salle.
Je voudrais me faire le porte-parole de ceux qui sont intervenu un peu tard. On sait que nous sommes un Parti qui sait débattre, mais ce sont souvent les mêmes et même les petites fédérations ont des choses à dire !
(Applaudissements)
J'aimerais pour ma part insister sur un thème que nous n'avons peut-être pas assez mis en évidence et faire entendre un amendement sur la base du travail, adopté par 14 fédérations dans les mêmes termes : désigner un horizon politique clair, redonner sens à l'action politique, voilà aussi un des enjeux de notre convention. A nous maintenant de montrer le cap.

Fondation Jean Jaurès

Ce qui importe dans une société qui devient de plus en plus individualiste, c'est évidemment plus de lien social mais surtout mieux de lien social.
Une réflexion sur la place que le travail occupe dans nos vies s'impose. Affirmons d'abord sans détour que le travail n'a pas toujours été valorisé comme il l'est aujourd'hui, que depuis deux siècles, il est le seul canal par lequel on peut être rémunéré, par lequel on peut être reconnu, par lequel on peut être protégé. Nous pouvons en être sûr, et c'est souhaitable, le travail conservera cette fonction d'intégration centrale pendant de nombreuses années, en permettant notamment l'accès à un collectif détenteur de droits.
Cela dit, cela ne doit pas nous empêcher d'affirmer haut et fort que le travail n'a pas été inventé pour cela et qu'il reste pour beaucoup -lâchons le mot- aliénant tant il est fondé sur une logique capitalistique qui maîtrise le profit, sacralise l'argent et maîtrise aussi l'individu.
N'oublions pas, mes camarades, qu'un tiers des salariés aujourd'hui ne peut pas quitter ne serait-ce qu'une minute son poste de travail : n'oublions pas non plus qu'un quart des salariés ne peut pas quitter des yeux la tâche qu'ils accomplissent.
Le temps est venu de dire que le travail ne devra plus être le seul lien social pour l'individu, que la place qu'il occupe aujourd'hui dans nos vies est disproportionnée ; nous devons dans ce cadre promouvoir d'autres activités socialisatrices, comme moyen d'émancipation pour permettre d'ouvrir de nouveaux espaces de liberté à chacun, pour plus de temps à soi, pour les loisirs, le sport, la culture, l'engagement associatif, la formation, l'accès au savoir et l'acquisition de nouvelles connaissances. Cette participation sociale sous toutes ses formes doit contribuer à redéfinir notre vie ensemble et toutes les politiques que nous proposons doivent s'inscrire dans ce projet de société là, notamment pour le partage du travail.
Nous ne voulons pas n'importe quelle réduction du temps de travail.
Il est bon de rappeler, comme l'avait écrit Jean-Christophe Marcha (?) que la réduction du temps de travail voulue par la droite n'est pas celle voulue par la gauche.
Deux exemples : IBM Essonne : 33 heures sans réduction de salaire. A priori, cela pourrait entrer dans nos propositions, mais non, parce qu'avec la banalisation du travail de nuit, la banalisation des jours fériés et du week-end, au total, c'est du moins bien vivre pour les salariés.
De même chez Hewlet-Packard : 35 heures sans réduction de salaire. Là encore, on aurait pu dire que ce n'est pas trop mal. Non, mais d'un autre côté, d'une semaine sur deux, les salariés travaillent 20 heures par semaine ou 50 heures. Du coup, apparaissent des problèmes dans la vie conjugale, des problèmes de garde des enfants et des problèmes pour l'engagement associatif et culturel.
Je pense que pour notre part la réduction du temps de travail doit avoir deux objectifs : d'abord la création d'emplois, c'est clair, mais aussi l'amélioration de la vie quotidienne des salariés, en respectant leurs conditions de travail et en dégageant de vraies plages de temps libre, c'est donc vers la semaine de quatre jours qu'il faut aller, mais quand je dis "semaine de quatre jours", ne nous

méprenons pas, ce n'est pas un cadre rigide, c'est une semaine de quatre jours entendue de façon diversifiée, soit au niveau de la semaine, du mois ou même d'une vie entière.
Mais attention, ce temps libre là, que souvent on met en exergue, peut aussi devenir un temps vide, de consommation passive, ou pire un temps vide qui renforce même les inégalités sociales.
En mettant en avant l'idéal d'une société du temps libéré, nous voulons donner à tous la possibilité de tisser de nouveaux liens sociaux, c'est le sens de l'amendement que nous avons voté dans le Département de l'Ain, entre autres, et l'enjeu aujourd'hui est donc bien de repenser et de redéfinir notre rapport au temps. C'est une véritable révolution qu'il nous faut amorcer, révolution culturelle, il nous appartient désormais de faire vivre ce projet de société auprès de tous les citoyens. Voilà , je vous remercie.

Louis Mermaz - Merci beaucoup. Est-ce que Henri Duchateau est là ?... alors je donne la parole à Michel Cotanègre.

Michel Cotanègre

Quand comprendrons-nous qu'il n'y a pas de crise mais une mutation ? Le monde actuel est celui des multinationales, des transnationales, de la mondialisation, de la globalisation, de la déréglementation, de la virtualité. Les richesses actuelles sont des produits dérivés, les marchés des produits dérivés sont actuellement plus importants que les marchés classiques, or, cette nouvelle forme d'économie n'investit plus, elle parie, elle consiste en paris sur les avatars d'affaires, sur des jeux autour de titres, de dettes, de taux d'intérêts et de taux de change.
On cherche constamment à tirer profit des arbitrages, on y spécule à l'infini, traficotages qui débouchent sur des gains rapides, gigantesques, brutaux. Ces nouveaux décideurs n'ont guère besoin de personnels, leur monde vit du fait des technologies de pointe, à la vitesse de l'immédiat, monde où l'homme devient superflu, où les valeurs boursières sont supérieures aux valeurs humaines.
Quel contre-pouvoir avons-nous ? Dans l'immédiat le courage de parler et la capacité de comprendre ce que l'on vit. N'est-il pas aberrant d'annoncer chaque mois un nouvel excédent du commerce extérieur, si dans le même temps les cohortes de sans travail et d'exclus progressent ?! Servons-nous de cet excédent pour relancer la consommation des ménages.
Notre époque couronne Mercure, le dieu de la communication, au détriment de Vulcain, époque favorable au travail intelligent, autonome, mais mobile et précaire, qui exige une souplesse et une polyvalence redoutable.
En échange de sa subordination, le salarié était assuré de la pérennité de son emploi, dans l'avenir, si l'entreprise renonce apparemment à la subordination, elle réclame une acceptation à l'instabilité. Le mot "flexibilité" est dans toutes les bouches, mais le contrat n'est plus le même, est-ce encore un travail salarié ? Ou un contrat commercial ? Quel nouveau droit du travail inventer pour encadrer ces nouvelles conditions de travail ? Car ce nouvel âge du capitalisme

Fondation Jean Jaurès

remet en cause droit du travail, convention collective et sécurité sociale.
Nous opposons trop souvent les deux facteurs traditionnels, capital-travail, qui apparaissent dans le développement économique. Dans nos arbitrages entre capital et travail, nous oublions un troisième facteur, celui de l'immatériel. Le pouvoir dans l'entreprise se déploie grâce à la maîtrise des facteurs immatériels, haute technologie, recherche-développement, publicité, étude, communication, information.

Louis Mermaz - Ta conclusion s'il te plaît ?

Michel Cotanègre - Ma conclusion ?... dans cette France qui doute, grogne, chacun attend, hier nous étions sur les cimes de l'Europe, aujourd'hui l'inquiétude s'installe, les français se demandent comment sortir de l'impasse. Nous sommes paraît-il au milieu du gué, bref, comment lever les doutes ? De la clarification s'impose, aujourd'hui cette tâche nous incombe, démontrons aux français que s'ils changent de majorité nous changerons de politique. (Applaudissements).

Frédérique Bredin - Très bien !

Louis Mermaz - Merci. Est-ce qu'André Duchateau est arrivé ? Bien ! Donc je vais passer la parole à Alain Bergougnioux pour le rapport de la Commission des Résolutions.

Alain Bergougnioux

Chers Camarades, je vais vous présenter le résultat des travaux de la Commission des Résolutions. Cette commission s'est réunie et a travaillé sur la base d'un rapport établi par une commission de recollement des amendements votés dans les fédérations. Cette commission de recollement, qui réunissait toutes les sensibilités du Parti et tous les auteurs des textes nationaux soumis au vote, a effectué hier après-midi un travail de classement des amendements pour les regrouper par thèmes. En règle générale elle n'a pas retenu pour le débat de la Commission des Résolutions les textes d'amendements reprenant des amendements nationaux qui avaient été jugés contradictoires par le Conseil National. Elle a aussi écarté les textes trop redondants par rapport au texte national, dans la mesure où nous avons la volonté de garder un texte court et dense.
Alors je ferai deux remarques générales avant de vous donner connaissance des amendements qui ont été les uns retenus, les autres non et des débats qui ont eu lieu.
première remarque générale : la Commission a pris acte des motions votées par 12 fédérations qui regrettaient le caractère contraignant du vote proposé, écartant des amendements contradictoires, dont des militants auraient voulu reprendre une partie. D'ailleurs, dans certaines sections un malentendu a existé puisque certaines sections n'ont pas pensé qu'elles pouvaient proposer elles-

Fondation Jean Jaurès

mêmes à leur fédération leurs propres amendements, donc un problème d'information a pu exister.
En fait, le droit d'amendement n'est pas en cause, si la méthode choisie par le Conseil National peut avoir des inconvénients elle a eu le mérite d'offrir des choix clairs sur une matière extrêmement importante et d'éviter la juxtaposition d'éléments disparates et parfois contradictoires.
Deuxième remarque : la Commission des Résolutions a pris acte aussi du souhait exprimé dans 14 fédérations de revenir sur la question des retraites et notamment de ramener la durée d'activité pour bénéficier d'une retraite à taux plein dans le privé de 40 annuités à 37,5 annuités.
La Commission des Résolutions dans sa majorité rappelle qu'un vote a eu lieu et que d'ailleurs le texte national ne clôt pas le débat, puisqu'il appelle à l'ouverture d'une négociation avec les organisations représentatives, et elle estime aussi qu'une position d'ensemble du Parti ne peut pas tenir compte seulement de la durée des cotisations mais doit prendre également en compte le taux des cotisations et le montant des retraites et la majorité de la Commission rappelle que le choix majeur d'une partie porte aujourd'hui sur la réduction du temps de travail et que la question clé qui est devant nous et pour le proche avenir est d'assurer à tout prix la consolidation des régimes de retraite par répartition.
Ensuite, la Commission des Résolutions a examiné les textes proposés par les Fédérations. Le premier texte examiné a été celui de la fédération de la Loire qui n'est pas un amendement à proprement parler, qui est une proposition, faite à l'ensemble du Parti, et ce texte entend définir des conditions politiques et sociales pour la réussite de nos propositions sur l'emploi des jeunes.
Ce texte propose pour l'essentiel la tenue d'états généraux pour l'emploi des jeunes, je donne connaissance des éléments clé du texte, dans le paragraphe "mobiliser les énergies" propositions donc d'états généraux pour l'emploi des jeunes, à partir d'un cahier reprenant nos propositions et comportant des questions ouvertes. Les sections et fédérations iront à la rencontre des jeunes chômeurs et de tous ceux qui à un titre ou à un autre sont au contact de ces jeunes, missions locales, travailleurs sociaux, éducateurs , associations. Des contacts seront pris avec les organisations syndicales et patronales, avec les élus locaux des services municipaux et services publics, susceptibles d'accueillir des jeunes afin de répertorier les possibilités de création d'emplois dans les meilleures conditions. Chaque candidat aux élections législatives fera une première synthèse dans sa circonscription et des états généraux départementaux, en présence de tous les candidats et des partenaires associés à notre démarche, constitueront un moment fort avant l'été. Pour être efficace cette initiative doit être coordonnée au niveau national et préparée sérieusement."
Donc la Commission a trouvé que cette démarche était intéressante, elle propose au Parti de retenir cette proposition, proposition d'action concrète pour les fédérations et les sections.
La Commission a ensuite examiné des amendements précis, et là, si vous avez le texte national, je ferai allusion évidemment aux passages où ces amendements se situent, chemin faisant. Le premier texte qui a été examiné, de la Fédération

des Hauts-de-Seine, propose détendre les principes du fonctionnement du service public au service de l'eau. Cet amendement trouve sa place à la page 11, 3ème paragraphe. La Commission propose de retenir cet amendement.
En revanche, la Commission n'a pas retenu un amendement de la même fédération des Hauts-de-Seine qui proposait de préciser dans le texte national les modalités de l'allocation autonomie-dépendance. La Commission a jugé préférable de renvoyer cette précision à la confection et à la mise en œuvre de notre plate-forme, d'autant que le groupe parlementaire socialiste oriente ses réflexions et ses propositions plutôt en termes de service à la personne qu'en termes d'allocation.
Autre texte examiné, plusieurs fédérations, notamment le Calvados, le Finistère, la Loire Atlantique, la fédération du Nord, ont demandé de revenir sur la question du cumul emploi-retraite, et la Commission en synthétisant plusieurs propositions qui ont été faites, propose d'ajouter page 8, dans le paragraphe "Aller plus loin", une phrase qui pourrait être celle-ci : "Les socialistes rétabliront et amélioreront les règles visant à dissuader le cumul emploi-retraite." Donc cet amendement est proposé.
Plusieurs propositions émanant des fédérations, comme celle du Loiret, de l'Yonne, de la Seine-Maritime, ont porté sur le paragraphe qui concerne l'augmentation des salaires et la conférence nationale des salaires, ce paragraphe se situe page 5, alors la Commission ne propose pas d'élargir la porte de la conférence nationale des salaires, elle ne propose pas de lui donner un caractère annuel ni de la faire porter à la fois sur les salaires et sur l'emploi.
En revanche, la Commission a pris en considération l'idée émise par la Fédération de la Seine-Maritime que dans une société qui met en œuvre des licenciements le versement des dividendes ou des rémunérations versées aux dirigeants d'entreprises soit limité. Cela dit, les modalités d'une telle mesure demandent une étude juridique précise, donc la Commission propose de prendre en considération l'idée.
La Commission aussi, toujours sur ce paragraphe, ne propose pas de retenir l'amendement de la Fédération de l'Oise qui demande aujourd'hui de préciser la nature de l'augmentation du SMIG. Ceci est évidemment de la compétence de cette conférence nationale et ne peut pas être précisé aujourd'hui.
Autre amendement proposé par la Fédération des Yvelines, qui propose d'encadrer la sous-traitance par des dispositifs de transparence, cet amendement a été accepté, il prend place, page 8, dans le paragraphe "Négociations et contrôles", après la phrase qui parle des garanties normales du droit du travail.
Un amendement de la Fédération du Nord, qui propose toujours à la page 8 d'étendre à tous les travailleurs la disposition autorisant les chômeurs en fin de droit, de moins de 60 ans, et ayant au moins 40 ans de cotisation, à faire valoir leur droit à la retraite à taux plein, n'a finalement pas été retenu.
Les risques d'éviction du travail pour les travailleurs de moins de 60 ans n'étant pas suffisamment prises en compte au stade actuel.
En revanche, l'amendement de la Fédération du Nord, à la même page 8 que dans le paragraphe, allait plus loin, car il demande - je cite - : "que des mesures

soient prises pour limiter le travail intérimaire et les contrats à durée déterminée" a été accepté.
Autre débat : il n'a pas paru utile à la Commission des résolutions d'entrer par trop dans des précisions sur les modalités de l'aide que l'Etat pourrait apporter aux collectivités locales dans l'emploi pour les jeunes.
Le principe de cette aide est acquis mais les modalités doivent être étudiées pour notre plate-forme programmatique.
De même, l'équilibre fiscal proposé par le texte national a paru après débat suffisamment cohérent et conséquent pour ne pas être déséquilibré par un accroissement de propositions fiscales comme le demandaient quelques amendements fédéraux, notamment celui de la Vendée.
Ensuite plusieurs amendements émanent notamment du Val d'Oise, ou de la Fédération du Loiret ont demandé de préciser les propositions sur le statut social des jeunes de 16 à 25 ans.
Les textes proposés dans ces amendements n'ont pas paru à la Commission apporter d'éléments vraiment différents par rapport au texte national.
De même la proposition avancée de porter l'obligation scolaire à 18 ans comme le faisaient notamment la Fédération de l'Yonne et la Fédération de la Vendée a paru relever à la Commission du débat que nous aurons dans les premiers mois de l'année 1997 sur les questions d'Education. Tout ceci doit s'intégrer dans une réflexion d'ensemble.
La Commission propose, en revanche, de retenir l'idée avancée par la Fédération des Landes du plan national pour favoriser l'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication pour chaque jeune français scolarisé.
Les modalités de ce plan seront étudiées et précisées dans notre débat sur l'Education.
La Commission propose aussi, c'est un autre thème, de retenir l'idée de la Fédération des Landes d'étudier les conditions de l'instauration d'une Mutuelle Nationale d'assurances pour le logement.
Il apparaît effectivement que les scolaires doivent avoir une protection afin de conserver leur logement dans des périodes de chômage prolongées.
Cette idée trouve sa place page 10 dans le paragraphe intitulé : "remettre à plat les politiques du logement".
Enfin trois séries d'amendements ont été étudiées par la Commission des Résolutions.
La proposition de la Fédération de l'Allier de créer un statut d'association d'!intérêt général qui a paru relever d'une concertation plus large et ne pas pouvoir être retenue dans l'état, d'autant que la question a été traitée par notre Convention de juin, sur les acteurs de la démocratie.
Avant-dernier amendement : la commission propose d'adopter un amendement de la Fédération de la Haute Garonne qui se trouve à la page 6, à la suite du paragraphe intitulé "stabilité et réorientation de la dépense publique" qui n'est pas très long.
"Les français ne supportent plus le gaspillage , et le détournement des deniers publics et désirent que leur argent soit mieux utilisé".

L'Etat, les collectivités et les élus devront travailler en pleine transparence. Les dévaluations régulières et systématiques des projets à financements publics devront être intégrées au fonctionnement normal de notre société démocratique .
Les moyens des Cours des Comptes Européennes nationales et régionales, devront être renforcées et les résultats devront être rendues publiques.
Des sanctions devront être décidées et appliquées.
Cet amendement est proposé pour l'adoption par les délégués.
Enfin la Commission a décidé d'adopter la proposition de l'amendement de la Fédération des français de l'étranger défendue ici hier par son Premier Secrétaire et qui trouverait place à la fin du premier paragraphe du chapitre 9, page 12, qui s'intitule : "garantir les droits sociaux pour tous".
Cet amendement pourrait être rédigé ainsi :
"Le Parti Socialiste propose d'étendre la solidarité nationale à la protection sociale des français établis hors de France, selon des modalités à définir en concertation avec les organisations représentatives."
Voilà le rapport que je fais au nom de la Commission des Résolutions.
Il me revient de terminer en indiquant, comme il est de tradition, les positions prises à l'issue des travaux de cette Commission par les participants sur le texte national.
Les camarades qui ont soutenu le texte national et les camarades du groupe "partage" ont décidé d'inviter les délégués à voter pour le texte national ainsi amendé :
" les camarades de la gauche socialiste et les camarades du groupe "changer" ont décidé de s'abstenir sur le texte. Ce n'est pas moi évidemment qu'il revient d'évoquer et de dire leurs raisons. Je pense qu'ils le feront brièvement.
Voilà le rapport que je voulais vous présenter au nom de la Commission des résolutions.
(Applaudissements).

Louis Mermaz - Merci, Alain Bergougnioux. Nous allons maintenant entendre les intervenants sur les explications de vote, intervenants qui interviennent pour le groupe "Changer".
Gérard Fuchs, tu as la parole sur un amendement.

Gérard Fuchs

Rapidement, chers camarades, je voudrais évoquer devant vous un amendement qui n'a pas été retenu par la Commission des résolutions et donc qu'Alain Bergougnioux n'a pas mentionné, dont je souhaiterais qu'il soit renvoyé au moins pour études et examen à notre Commission Economique et à notre Bureau National, qui est un amendement qui concerne une relation à établir éventuellement entre les entreprises qui licencient ou qui réduisent les salaires, et une certaine forme d'évolution des dividendes qui sont versés à leurs actionnaires.
Nous savons tous que nous sommes engagés aujourd'hui dans une politique économique assez extraordinaire et absurde.

Fondation Jean-Jaurès

Chirac et Juppé prétendent rétablir l'équilibre des comptes publics ce qui en soi n'est pas un objectif condamnable, quand on voit ce que représente, pour le budget de la National, le remboursement de la dette et quand on voit la difficulté de l'exercice auquel nous allons devoir procéder nous-mêmes, pour trouver quelques dizaines de milliards pour financer telle ou telle de nos mesures.
En même temps, nous disons et nous savons que la méthode qu'ils emploient pour réduire ce déficit public , indépendamment de toute référence à l'Europe, est une méthode absurde.
D'un côté, diminuer les dépenses publiques, ce qui déprime la consommation, d'un autre côté, augmenter les prélèvements en particulier sur les plus défavorisés qui n'ont pas d'Epargne, ce qui déprime encore plus la consommation et l'activité . Je prends le pari que leurs objectifs de rétablissement des comptes publics ne seront pas atteints, car leur politique de récession est en réalité une politique de gribouille.
Si l'on en revient aux entreprises, un des effets de la politique indiscutablement est de multiplier le nombre des entreprises qui soit licencient - cela va parfois de pair car dans ce cas on est obligé d'élaborer des plans sociaux - soit parfois à travers la loi Robien ou d'autres, à diminuer les salaires.
Un certain nombre de camarades dans diverses Fédérations du Parti ont dit, dans un souci qui rejoint, je crois, le souci exprimé en introduction à ce débat par Henri Emmanuelli, de rétablir un certain équilibre de justice sociale entre ce qui pèse sur les salariés et ce qui pèse sur le capital.
Un certain nombre de Fédérations ont posé la question. Quand on réduit les salaires dans une entreprise, qu'elle qu'en soit la bonne ou la mauvaise raison, et ce n'est pas moi qui vous dirai que la mondialisation ou que la compétition internationale n'existe pas, pour autant, dans ces cas-là, est-ce qu'il ne doit pas y avoir aussi un certain nombre de contraintes imposées aux dividendes ?
Nous sommes dans le réalisme de gauche. Toutes les entreprises ne sont pas des sociétés par action. Il est possible, si l'on veut de l'argent , d'évoquer une baisse de dividende mais ce n'est pas nécessairement la meilleure formule.
Pour autant je souhaite que notre Commission Economique réfléchisse à une proposition qui irait dans ce sens.
Je crois que c'est une proposition qui serait comprise dans sa logique, qui marquerait bien notre volonté d'ancrage à gauche et notre réalisme.
Je souhaite que notre rapporteur et la Convention me suivent sur ce point. Merci. (Applaudissements).

Louis Mermaz - La commission des résolutions a été très intéressée par la question évoquée par Gérard. Je ne sais pas si Alain Bergougnioux veut s'exprimer sur ce sujet... La Commission Economique du Parti pourra en être saisie si tout le monde en est d'accord.
La parole est à Jean-Luc Mélenchon pour l'explication de vote pour la gauche socialiste.

Jean-Luc Mélenchon

Chers camarades, il avait été convenu à l'issue du Conseil National que le vote serait contradictoire. Il l'a été. Nous avons délibéré dans une règle contraignante mais claire.
Au demeurant, la contrainte n'était pas bien plus forte que celle qu'on observe dans un Congrès.
Nous avons travaillé sur cette règle-là : des textes mais pas d'amendements du moins au bout du processus, si bien sûr aucun renouvellement à l'instant n'est prévu.
Au bout du processus, au bout du processus , la représentativité des points de vue est fixée.
Entre notre dernier débat ici et le lieu des travaux de la Commission des résolutions, il n'y a pas eu de chemin de Damas ni pour les uns ni pour les autres, si bien que la contradiction demeure.
Nous l'assumons pleinement.
Le Parti a tout à la fois affirmé un point de vue nettement et incontestablement majoritaire, et exprimé quelque chose de la radicalité qui s'exprime dans la société, en même temps que globalement elle cherche les voies de la transformation sociale.
C'est cela que nous incarnons parmi vous. C'est tant mieux pour le Parti Socialiste. C'est donc avec à l'esprit le sens de la responsabilité particulière qui, de ce fait, nous incombe, que nous analysons ce qu'il y a lieu de faire à présent.
Je veux éclairer toutefois la nature de la contradiction qui demeure, car j'ai le sentiment que peut-être elle en appelle par conséquent d'autres.
Sur les débats qui maintenant vont être au cœur de l'actualité, je ne crois pas que nous ayons été séparés dans cette discussion parce que selon la case que l'on aurait cochée, les uns ou les autres se trouveraient être plus ou moins socialistes.
Je crois que comme c'est le cas à chaque fois que l'histoire nous confronte à une grande crise dans notre pays, les socialistes sont au pied du mur autant sur le faire que sur le comment faire.
Et là, traditionnellement, deux écoles s'expriment. Elles ont une longue tradition.
La première s'appelle aujourd'hui de nouveau le réalisme de gauche. Volontiers gradualiste, elle prend ses exemples dans la Social-Démocratie de l'Europe du Nord. Elle a ses grandes figures, sa tradition, ses mécaniques fixes, résultat obtenu de cette façon .
L'autre qui s'appelle à présent "la gauche socialiste" qui incarne cette méthode ...(Applaudissements)... cette méthode qui se porte sur les lignes de recul de la société et qui cherche à puiser dans l'énergie, dans la parole du Mouvement social lui-mme, les moyens de changer et de faire naître les transformations radicales, c'est-à-dire, qui touchent à la racine des problèmes, que la société elle-même, avec ses propres mots, ses propres revendications, porte.
Ces deux écoles à présent sont soumises à la délibération des militants. C'est notre vote bien sûr qui tranche.
Quelle solution on adoptera et laquelle, dans un premier temps, on écarte ?
Je dis dans un premier temps, car tous les Socialistes, en définitive, sont en eux-

mêmes partagés entre ces deux traditions.
Et le parti est assez souple et assez à l'écoute de la société pour que lorsque les événements et l'opinion, les deux à la fois, poussent assez fort dans un sens, nous en prenions notre parti. On l'a bien vu sur l'appréciation que nous portons à propos de la méthode de construction de l'Europe, et vous voyez bien qu'il ne sert à rien , parfois, de dramatiser des débats.
Souvenons-nous de ce qui avait été dit sur la conditionnalité à propos de la construction de l'Europe. Franchement, trois mois après, nous sommes bien moins loin qu'on ne le disait !
(Applaudissements)
Mais ces deux écoles sont confrontées à une triple crise qui converge sur la date de 1998 :
- la crise sociale dont vous connaissez le contenu et qui, maintenant, se traduit après des années de prostration, par un renouveau du mouvement de l'action sociale, il y a un an sur la position défensive, et cette année, à partir du secteur privé, non seulement sur la défensive, mais portant des revendications allant de l'avant pour améliorer la situation des travailleurs, c'est un fait nouveau.
- La crise politique d'abord à droite avec l'implosion de la droite parlementaire, son affaissement sur elle-mme, son incapacité à embrayer sur la réalité du pays sous le talonnage de l'extrême droite qui prétend prendre la tête de l'ensemble des forces conservatrices du pays.
- La crise nationale, parce que dans la façon dont vont se faire pour finir le passage à la monnaie unique et le passage ou non à des institutions démocratiques de l'Europe, se jouera non seulement le sort des peuples, mais l'identité même des français dans la mesure où, chez nous, c'est la République qui fonde la Nation.
Donc, la citoyenneté définit l'identité française.
Trois crises, et toutes trois convergent sur 1998 parce que c'est là que se trouve l'étape par laquelle tout passe : élections, fin de la CIG, passage à la monnaie unique. Voilà le vrai banc d'essai. Je n'en dis pas plus dans le moment. Ces discussions, nous allons encore les avoir et il ne s'agit pas de reprendre celles qui ont eu lieu dans toutes les sections. Bref.
Mais ne nous cachons pas qu'il y a un lien entre la volonté de faire procéder l'action socialiste d'un lien étroit à maintenir en permanence, parce que c'est la condition pour passer dans de bonnes conditions la cohabitation, qui sera de combat, non pas parce que je le souhaite par exaltation, mais parce que le Président de la République l'a déjà annoncé l'autre soir à la télévision. Il est en opposition complète avec nos vues, parce qu'on ne voit pas que les forces de la droite restent inertes pendant que nous exercerions le pouvoir, surtout si nous prétendons étaler le passage d'un certain nombre des points de notre programme sur près de deux ans.
Une cohabitation de combat avec, à la tête de l'Etat, celui qui tient le moyen, à tout moment, de nous confisquer le pouvoir. Pourquoi le ferait-il ? Naturellement, si une condition est réunie, la coupure de notre lien, du lien qui nous unit au mouvement social, au peuple français, donc le moment où on

Fondation Jean Jaurès

prendrait les distances avec ses revendications. Voilà.
Il y a un lien entre cette vision de l'action socialiste et celle dont je vais dire un mot avant de conclure, sur la nécessité, comme on doit rassembler autour de soi le mouvement social, de rassembler l'ensemble des forces de la gauche et de les rendre en capacité de créer l'accord politique avec la profondeur du peuple français. Donc, un contrat de gouvernement, oui, un contrat de gouvernement, clair, net et précis, entre les différentes formations de gauche pour permettre au rassemblement, à la dynamique de l'action populaire, d'exploser et de donner toute sa fécondité, plutôt que des accords de dernière minute entre les deux tours, plutôt que des arrangements où on aperçoit que pour s'entendre, il faudrait, sans aucun programme, que des socialistes soient appelés dans je ne sais combien de circonscriptions dès le premier tour, et sans autre forme de condition, à voter pour d'autres formations politiques que pour la leur. (applaudissements) J'estime que ce n'est pas cohérent.
Autant je suis partisan de candidatures communes de toute la gauche ds le premier tour dans les circonscriptions où le deuxième tour peut se jouer entre la droite et l'extrême droite, autant j'estime que pour le reste, la seule dynamique qui vaille, ce qui permettra de délimiter un par rapport aux autres, c'est qui se trouve dans l'union et qui ne s'y trouve pas, et pour cela, il faut le moyen du contrat de gouvernement.
(Applaudissements)
Voilà, j'ai fini, il me reste quatre mots à dire.
Évidemment, la logique du vote contradictoire, au moins la logique intellectuelle, conduit à dire qu'à cet instant il ne peut pas être question de voter le texte, quelque mérite que l'on puisse y trouver. Et la responsabilité, c'est qu'on ne peut pas en rester à une vision peut-être trop étroite de la logique de cette discussion.
Ce n'est pas la Gauche Socialiste qui donnerait, par un vote contre, le prétexte à qui que ce soit de dire qu'on ne peut pas faire confiance au Parti Socialiste pour transformer la société.
(Rires et applaudissements)
C'est ce que j'appelle le sens des responsabilités.
(Mouvements divers et quelques applaudissements).
C'est pourquoi nous allons nous abstenir, et pour rien d'autre chers camarades qui ricanez !(Murmures)
Parce que, quand il s'agit de dire non, nous avons déjà largement fait la preuve qu'on était capable de le faire, bon ! Mais cette fois-ci, il s'agit de trouver le moyen, tout en maintenant ouvertes les voies du débat, de trouver le chemin de la disponibilité pour l'action au coude à coude ensemble, voilà !
(Applaudissements)

Louis Mermaz - Merci Jean-Luc Mélenchon.
Maintenant, nous allons procéder aux opérations de vote.

Fondation Jean Jaurès

Élisabeth Guigou

Je rappelle d'abord que seuls les délégués votent, c'est-à-dire ceux d'entre nous qui ont un carton rouge ou un badge rouge.
Je vais demander aux scrutateurs de se déplacer au bas de la tribune. Est-ce que les scrutateurs sont en place ? Oui ? Nous allons donc voter. Je demande aux délégués en possession d'un carton ou d'un badge rouge de lever leur carton à l'appel du scrutin.
Je vais commencer par appeler les abstentions.
Qui s'abstient ?
...
Qui vote contre ?
Qui vote pour ?
...
Voici les résultats du vote :
Abstentions : 88
Contre : 0
Pour : 304
(applaudissements)
La parole est à Lionel Jospin.
(Applaudissements)

Lionel Jospin

Madame la présidente, Monsieur le président, mes chers camarades.
Nous arrivons ainsi au terme de notre troisième Convention nationale consacrée cette fois à nos propositions économiques et sociales.
Je veux d'abord remercier Michel Pajon, Député-Maire de Noisy-le-Grand pour son accueil dans cette cité. Il sait à quel point il nous a fait plaisir, non seulement en reconquérant cette ville, mais également en gagnant une élection partielle au mois de février qui était un des signes du renouveau de la force socialiste dans ce pays.
Je voudrais remercier la Fédération de Seine-Saint-Denis, son Premier Secrétaire Serge Méry, ses militants et ses élus, tous les camarades qui se sont occupés de nous pendant cette Convention dans ce beau cadre, les camarades du service d'ordre qui se gèlent dans le froid pour veiller sur notre sécurité qui n'est pas en cause d'ailleurs, les socialistes de cette ville qui est au cœur de nos problèmes de société, des questions que nous avons traité pendant cette Convention, celle de l'emploi, celle de la vie commune aussi fraternelle et digne de ce sens qu'on peut espérer la construire.
Je veux remercier la Commission nationale d'élaboration, ses groupes de travail et, en particulier, l'animateur de ce débat, Henri Emmanuelli.
Henri a dé et a su trouver le chemin entre des points de vue auxquels il est attaché (il en a exprimé un nettement sur la question monétaire, et nous savons à quel point il est homme de conviction), et l'apport qu'il a fait à l'élaboration collective de l'essentiel des convictions, qu'il partageait, bien sûr, avec tous,

Fondation Jean-Jaurès

pour avoir contribué à les forger, et il a fait cette synthèse comme il convenait. Je veux le remercier pour son travail.
Il sait aussi qu'en lui proposant d'animer cette Convention, je souhaitais marquer que lui, qui a dé assumer en notre nom non pas des responsabilités (car je ne juge pas qu'il avait ces responsabilités) mais ce qu'on a fait passer pour des responsabilités collectives, soit au cœur de l'élaboration d'un des moments politiques les plus forts de notre travail commun dans la perspective des élections législatives.
Je le remercie d'avoir accepté et d'avoir conduit ce travail.
(Applaudissements)
Avec la Convention sur le projet économique et social, la troisième en un peu plus d'un an, on peut dire d'une certaine façon que s'achève la phase de la remise en ordre de marche des socialistes et que le temps des reconquêtes s'annonce.
Nous avons réfléchi, pendant tous ces mois, au sens de notre action, analysé les grands phénomènes de société, défriché l'avenir.
Nous n'avons pas encore un programme électoral, au sens formel du terme, car la synthèse se fera en 1997, mais nous avons examiné de grandes réalités, nous avons mis au net, ce qui n'avait pas été fait depuis longtemps, notre pensée économique, marqué une ambition pour la France qui est de remettre de l'ordre, de l'harmonie, de la régulation, de la justice dans l'avalanche des remises en cause, des dérégulations, des projets de flexibilité et des désordres de toutes sortes qui l'assaillent.
Le chemin parcouru ensemble depuis quinze mois, mes chers camarades, est, je crois, conséquent dans la réflexion, dans l'action comme dans l'organisation.
Dans cette Convention, nous avons, dans l'ordre des idées et après la mondialisation, ses contraintes, ses prétextes, son exigence de régulation, après la démocratie, sa crise, à tout le moins son trouble, ses principes, son besoin de rénovation, abordé l'économie avec la volonté de redonner un élan sur la base de ce que j'ai appelé un réalisme de gauche.
Nous l'avons fait en respectant la méthode que nous avions choisie ds le départ : travail collectif, recherche du rassemblement, expression des points de vue, vote des militants, pas simplement d'ailleurs parce que cette méthode est la méthode de la démocratie, mais aussi parce qu'elle est celle par laquelle je souhaite que des hommes et des femmes, dans l'opposition mais peut-être, demain, si le peuple le décide, dans la responsabilité, peuvent forger ensemble leur culture commune, leur connaissance commune des problèmes et leur volonté d'agir en cohérence s'ils sont aux responsabilités.
Ce travail d'élaboration collective n'est pas simplement un coup d chapeau à la démocratie ou le respect de nos traditions, il est une méthode d'élaboration intellectuelle de notre capacité à agir si nous sommes aux responsabilités dans le futur.
Quelques critiques ont été émises sur une certaine limite, sur une limite certaine au droit d'amendement qu'a impliquée la méthode de vote qui vous a été proposée et j'assume ce choix que j'ai proposé et qui a été d'ailleurs très largement partagé par le Conseil national qui vous a proposé les textes.

Les critiques n'ont pas été nombreuses mais, en tout état de cause, comparant des inconvénients possibles, mesurant la responsabilité qui est la nôtre devant les français sur le sujet le plus difficile, celui de la question économique et sociale, j'ai préféré celui-là à l'inconvénient qu'aurait pu avoir, pour l'effet d'impact et de communication de nos propositions en direction du pays, l'idée qu'on ne saurait ce que sont en réalité les propositions des socialistes, y compris parfois sur des points majeurs, au bout d'un débat incertain qui durerait un mois et demi. Je vous laisse à penser dans quelles conditions nos propositions auraient été reçues si c'était ainsi que nous avions procédé.
C'est donc en pleine responsabilité, pour un Parti de responsabilité, que j'ai fait cette proposition. Elle a été approuvée très largement, elle a été aussi critiquée un peu... Les choses sont dans l'ordre.
(Murmures et applaudissements).
Les résultats du vote, participation forte, accrue par rapport à celle des deux précédentes Conventions, succès du texte, audience des amendements, et particulièrement de certains, et au bout du compte cohérence et clarté des propositions économiques adoptées par le Parti Socialiste, voilà, je crois, qui justifie la méthode qui a été choisie.
Cet effet de cohérence était nécessaire, car ce rendez-vous de la troisième Convention était le plus attendu par les observateurs, par les hommes et les femmes de gauche, par l'opinion en général. On nous disait même avant, cependant que nous parlions d'autres thèmes pourtant également importants : "Oui, mais nous vous attendons au tournant des propositions économiques". Ce tournant, à mon sens, nous avons su le négocier.
Maîtrise collective de l'élaboration, choix clair des militants, vote final qui vient d'être confirmé avec les votes positifs, avec le ralliement de camarades qui s'étaient abstenus et avec l'abstention de ceux qui étaient sur des textes alternatifs, les choses sont claires et, moi, je me réjouis, sans plaisanterie, que ce soit une abstention qui ait accompagné ce texte.
(Quelques applaudissements).
C'est pour Jean-Luc !
(Rires et applaudissements).
Et puis surtout, je crois que nous avons constaté l'intérêt de l'opinion pour nos propositions. Les français ont conscience qu'un choix leur est véritablement offert dans le domaine essentiel de la politique économique et, notamment, de la lutte pour l'emploi. Aucune confusion n'existe avec le programme de la droite, cette droite qui, d'ailleurs, sentant la menace, est obligée dans un certain nombre de cas de se déterminer par rapport à nous ! Quand même, ce Président de la République qui nous annonce que 1997 sera l'année de l'emploi des jeunes, n'est-ce pas là un hommage indirect (creux mais indirect) à la proposition d'un programme d'urgence pour les jeunes que nous, nous faisons au pays ?
(Applaudissements)
Elle reprend, bien sûr, contre nous (j'y reviendrai rapidement tout à l'heure), ses vieilles caricatures.
Mais, comme il est normal et de façon, cette fois-ci, plus respectable

Fondation Jean Jaurès

intellectuellement, un certain nombre de critiques ont été formulées contre nos propositions et j'en reprends quelques-unes.
Le retour à 1981.
Mais, chers camarades, la situation économique n'est pas celle de 1981, ni même d'ailleurs la situation de la société, et nos propositions ne sont pas articulées comme en 1981, si l'on veut bien regarder nos textes de plus près.
En 1981, l'inflation dominait, le déficit extérieur mordait nos capacités.
En 1996, l'inflation est maîtrisée, l'excédent commercial est là (et c'est d'ailleurs le résultat de nos actions au pouvoir pendant des années), mais le chômage est encore plus fort qu'en 1981 et la croissance est faible. Les données économiques mêmes de la période justifient une approche différente et si l'on s'éloigne du commentaire superficiel, facile, on comprend que, pour une situation différente, en réalité nos priorités soient différentes.
On évoque aussi l'archaïsme de l'approche.
Mais, chers camarades, les archaïques ne sont-ils pas au contraire ceux qui, sous prétexte de nous adapter au monde d'aujourd'hui, voire d'anticiper sur le monde de demain, nous proposent en réalité de revenir au monde d'hier, voire d'avant-hier ?
(Applaudissements)
Si la modernité doit signifier la régression, si l'effort débouche sur l'injustice, si la notion de progrès ne veut plus dire avancées, mais au contraire reculs, alors effectivement nous avons besoin d'un sérieux débat d'idées, d'une mise en place des concepts, d'une démystification des idées reçues qui traînent partout pour que les français voient clair dans les choix qui leur seront proposés.
Nous, nous restons fidèles à l'idée de progrès, non seulement parce qu'elle est au cœur même du message des socialistes, mais aussi parce qu'elle est au centre de l'exigence démocratique et que, malgré les avancées et les reculs, c'est aussi la signification même de l'aventure humaine.
On a évoqué enfin le défaut de réalisme et je suis sensible à cette critique.
Je ne souhaiterais pas, en effet, que notre politique économique conduise, au bout de quelque temps, d'un temps toujours trop bref, à un nouveau tournant de la rigueur. Il nous faut donc veiller à la cohérence et à l'équilibre de nos propositions, à leur chiffrage, à leur mise en œuvre progressive.
Moi, je dis depuis longtemps que je ne suis pas partisan de la théorie "des cent jours", mais que nous agirons avec des chronologies différentes se déployant de façon différente dans le temps pour appliquer notre programme dans le cadre d'une législature.
Chers camarades, les responsables politiques qui aborderaient une éventuelle cohabitation en intériorisant à l'avance et surtout à l'excès la menace de dissolution qui peut être brandie par le Président de la République affaibliraient singulièrement leur position et la nôtre et je ne suis pas de ceux-là. Nous ne rédigeons pas un programme pour six mois, ni même pour deux ans, ou alors il faudra nous dire ce qu'on fera après et s'il faut déjà préparer un deuxième, puis un troisième programmes ! Nous rédigeons un programme pour agir dans le respect des calendriers institutionnels, dans la durée fixée pour une législature

et, naturellement, nous adapterions notre action aux événements, voire aux accidents, voire aux offensives de nos adversaires politiques ou à l'utilisation normale des moyens institutionnels qui existent dans certains domaines.
Mais je voudrais aller plus loin, dans ce débat que j'amorce, non pas sur la question de la cohabitation (car il est bien tôt pour en parler) mais sur celle du réalisme, sur celle des efforts qu'il faut consentir.
Puisqu'on nous parle de la nécessité de faire des efforts, ce que nous ne contestons pas, voire de consentir des sacrifices, ce qui peut se concevoir, comment se fait-il que les théoriciens du sacrifice n'en sont jamais les praticiens ?
(Applaudissements).
Que ce soit ceux qui ont traversé les quinze dernières années de crise, disent les uns, de mutation disent les autres, sans souffrir, dont les revenus sont les plus élevés, et parfois dissimulés, qui ont profité largement, spectaculairement, parfois en l'étalant, de ce que l'on a appelé l'argent facile, comment se fait-il que ce soit ceux-là qui prônent le sacrifice à ceux qui souffrent, à ceux dont les revenus sont faibles, à ceux dont les emplois deviennent de plus en plus précaires, ou pour qui manque l'emploi, à ceux qui ont fait des efforts ou à qui on a imposé des efforts, pendant la période historique dont je viens de parler ?
Je demanderai clairement que ceux qui professent le sacrifice aux autres nous disent d'abord ce qu'ils ont l'intention de consentir eux-mêmes !
(Applaudissements).
Un débat essentiel de nature économique certes, mais aussi portant sur la nature même de nos sociétés, est en effet en cours dans le monde occidental et particulièrement en Europe. Il ne s'agit pas d'ailleurs seulement d'un débat, mais d'une confrontation, d'une confrontation de forces, d'un rapport de forces, et je voudrais essayer d'y apporter quelques précisions.
On nous dit qu'il faut faciliter les licenciements pour favoriser l'embauche, qu'il faut faire baisser le coût du travail, et le rendre plus précaire pour le rendre plus abondant, qu'il faut éviter de surcharger la fiscalité du capital pour éviter qu'il ne s'évade, et, tiens ! on n'entend plus là les théoriciens du sacrifice, les professeurs de civisme qui trouvent normal que les plus fortunés de ce pays, quand on leur demande de payer, menacent tout simplement les instances politiques devant l'opinion d'aller placer leur argent ailleurs ! Avez-vous... (Applaudissements).... entendu parler d'un salarié moyen qui, trouvant son impôt trop élevé, menace le gouvernement de le délocaliser !
(Rires et vifs applaudissements).
On nous dit aussi qu'on ne peut plus régler le problème de l'emploi, donc le problème du chômage au niveau micro-économique, au niveau de l'entreprise, que l'entreprise n'est d'ailleurs pas faite pour cela, et que le souci de l'emploi ne peut pas être le premier souci du patron, l'un de nos délégués syndicalistes nous le rappelait de façon très concrète hier. Alors, si c'est le cas, et on le constate effectivement, cela veut dire que ces problèmes non réglés par l'emploi, par le salaire, par la socialisation, par les avantages annexes qui concernent le logement, la façon de vivre, cela veut dire que tous ces emplois qui ne sont plus

réglés directement par l'activité humaine offerte aux hommes, se trouvent reportés au niveau des frais généraux de l'ensemble de la société, au niveau global et national.
Mais alors que constate-t-on à ce moment là ? C'est que les mêmes nous disent : la protection sociale coûte trop cher, l'indemnisation du chômage pèse trop lourd, le RMI encourage l'assistanat, et pourquoi ne pas dire "la paresse", la législation sociale qui subsiste paralyse l'activité, il faut réduire tout cela, c'est-à-dire qu'au fond ce que nous proposent ces théoriciens c'est que l'on ne puisse pas régler les problèmes au niveau micro-économique de l'entreprise, mais qu'on n'ait pas le droit non plus de les régler au niveau national, au niveau du pays. Qu'est-ce qu'ils préconisent alors ? La matraque ?
(Applaudissements)
Et donc chers camarades, il faut dénoncer l'incohérence de cette approche économique et sociale et y mettre la nôtre !
En réalité, derrière ce débat, il faut bien comprendre qu'on cherche à imposer aux français comme des choix, eux-mêmes dictés par la rationalité économique, de nouvelles répartitions de revenus, de nouveaux rapports de forces, de nouvelles relations sociales, plus de contraintes du côté des salariés et des retraités qui représentent pourtant plus de 80 % de la population, moins d'obligations et de devoirs pour les plus favorisés, pour les détenteurs de capitaux.
On comprend alors la volonté de remise en cause des services publics, de remise en cause de l'Etat Nation, et même de l'Etat tout court. Ce n'est pas l'Etat parce qu'il serait bureaucratique, tatillon, paperassier, car cela il faut sûrement y porter remède, non c'est au contraire en tant que l'Etat est un cadre d'organisation, l'incarnation d'une communauté nationale qui impose d'une certaine façon à chacun de ses membres des devoirs et des obligations vis-à-vis de la communauté, un espace où se produisent encore et s'élaborent les choix démocratiques, où la question de la justice, où la question de l'égalité entre citoyens peut encore être posée, et il est donc logique que cet Etat Nation, avec son pacte social, avec ses moyens d'intervention, avec ses institutions protectrices, soit contesté et remis en cause. Il l'est moins, paradoxalement, qu'il le soit aussi par ceux qui aujourd'hui le dirigent.
Un Etat Nation affaibli, une Europe connue comme une zone de libre échange, une mondialisation économique à laquelle on n'impose aucune régulation, plus une théorie sophiste et absurde que l'on cherche à imposer, comme une idéologie exclusive de la modernité régressive des luttes pour le progrès et l'émancipation présentée comme conservatrice, voilà les processus, voilà les vecteurs, voilà les thèmes par lesquels des intérêts économiques et financiers puissants des forces sociales très minoritaires dans tous les pays développés, mais tout à fait influentes dans la société auprès du pouvoir, s'efforcent de bouleverser littéralement , de ruiner les équilibres économiques, sociaux et culturels produits par les grands bouleversements de l'histoire, par les grands combats de la mi-temps de ce siècle, au risque même de perdre dans nos pays la démocratie.
(Applaudissements).

Collection Jean Jaurès

Autour de nos propositions économiques, dans le débat engagé dans la Social-Démocratie internationale, ce sont ces questions fondamentales qui sont en jeu et que nous devons rendre perceptibles à notre peuple.
Nous sommes donc en droit de demander aux économistes et aux théoriciens des relations sociales , aux éditorialistes, aux intellectuels en général, et tout particulièrement à ceux qui se réclament de la Gauche, pour ceux de Droite nous nous en chargeons... (Rires)... de prendre leur part de ce travail de clarification des enjeux de la période.
A tous ceux qui ont critiqué, ou se sont inquiétés du réalisme de nos propositions, je demande tout simplement, si vous n'êtes pas d'accord avec certaines de nos propositions, si en même temps vous considérez comme nous que le statu quo actuel n'est pas tenable, pas supportable, si vous tes d'accord sur le fait que le programme de la Gauche ne peut pas être celui de la Droite, alors quelle approche, par hypothèse plus réaliste, mais aussi efficace, préconisez-vous pour traiter les questions économiques et sociales que nous, nous abordons. Nous souhaitons connaître vos propositions, pour nourrir le débat même que nous avons lancé. Le silence effrayé ne constitue pas une théorie économique.
(Applaudissements).
Il est vrai qu'il ne suffit pas de parler longuement, même à la télévision pour combler un vide !
(Applaudissements).
Et il y a des hasards de calendrier qui font bien les choses, le Président de la République ne pouvait mieux justifier par le ratage - ce n'est pas de moi- de son intervention récente la pertinence et l'importance des propositions économiques et sociales que nous faisons dans cette convention !
(Applaudissements)
Cette intervention si préparée, si décevante, peut se réduire au fond à quelques mots : un oublié : le chômage, une cible : les syndicats, une mystification : le mouvement social identifié au conservatisme, un accusé : le peuple français dont le Président de la République n'est pas content, et dont il se plaint, comme si lui, le Président de la République, avait élu ce peuple ! ...(Rires)... et d'une certaine façon le regrettait !
(Vifs applaudissements).
Et oui, comme si c'était le président qui avait élu le peuple et le regrettait, alors que c'est exactement le contraire ! ...(Rires)... Une confirmation surtout : la poursuite de la politique qui échoue sous nos yeux avec le Premier Ministre qui va avec ! ...(Rires)...
D'où une conclusion : la solution au problème du pays viendra d'ailleurs , elle viendra de nous, si nous savons en convaincre les français.
En disant cela, j'ai un remord, je me sens trop sévère, j'ai oublié une seule annonce concrète de l'intervention télévisée, l'intention paraît-il de rompre le lien entre le pouvoir politique et la justice, entre le pouvoir politique et le Parquet. Il est vrai que ce n'était pas une proposition de Jacques Chirac, mais de Lionel Jospin dans l'élection présidentielle !
(Applaudissements).

Fondation Jean Jaurès

Et il est vrai aussi que cela est renvoyé au travail d'une commission, et oserais-je presque gager que si nous gagnons en 1998 il nous restera encore à le faire !
(Rires).
En tout cas, si, sans attendre, le Président de la République veut nous convaincre et convaincre les français de sa bonne foi, son Garde des Sceaux va avoir de multiples occasions de couper des liens à Paris, dans les Hauts-de-Seine, dans l'Essonne, en Ile-de-France, dans les Alpes Maritimes !
(Vifs applaudissements)
Nous allons tous regarder cela avec un vif intérêt. Et si, pour une fois dans l'histoire du RPR, le symbole du ciseau pouvait ne plus signifier la censure qui pourtant s'efforce de se frayer un chemin, à la télévision et ailleurs, mais pouvait servir à couper des liens entre le dit pouvoir politique et la justice , nous saluerions ce progrès de la civilisation !
(Applaudissements).
Mais je reviens à notre Convention qui ne peut pourtant pas s'abstraire d'un contexte politique. C'est pourquoi je l'abordais.
Je ne me référerai que partiellement au débat d'aujourd'hui pour ne pas prendre trop de temps non pas qu'il n'est pas été riche, passionnant et chaleureux, mais j'ai déjà été long, je n'ai pas terminé et, je veux le rappeler aussi, nous ne sommes pas au début du débat mais au terme du débat. Nos militants ayant voté, nos positions sont arrêtées. Ce sont celles qui nous engagent et que nous devons maintenant défendre.
Le débat a été chaleureux, passionnant ; il faut peut-être que je règle juste un tout petit problème de gastronomie : l'histoire du gâteau et des myrtilles.
(Rires)
Moi, j'ai les myrtilles, même quand elles sont plus roses que noirs et donc un peu acides, mais ne dites pas du mal du gâteau ! Ne dites pas qu'il est pâteux, d'abord parce que ce gâteau, même s'il a été coupé en tranches inégales, 75% d'un côté, 16% de l'autre, est quand même le produit de 100% car dans la Commission nationale, c'est tout le monde qui a participé à l'élaboration des positions communes et puis enfin, tout de même, soyons réalistes, revisitons l'histoire, regardons la réalité, ayons même éventuellement l'œil sur demain : sans un gâteau, comment poser des myrtilles ?
(Applaudissements).
Ce que nous devons faire maintenant tous ensemble, c'est valoriser aux yeux des français la cohérence de nos propositions car, effectivement, dans notre politique nationale, notre vision de l'Europe et notre approche de la mondialisation, il y a une véritable continuité.
Je ne reviendrai pas aujourd'hui sur les nécessités de la régulation au plan de l'économie mondiale. Nous en avons traité l'an passé et nous réintégrons cette problématique au moment de notre synthèse programmatique.
Je me centrerait donc aujourd'hui dans la suite de mon propos sur la dimension nationale puis sur la construction européenne mais sans parler de tout.
La politique que nous proposons aux français obéit à une triple logique : une logique de relance de l'économie, une logique de création directe d'emplois, une

Fondation Jean Jaurès

logique de redistribution par la justice sociale.
Relance économique à travers la relance économique européenne ; d'où le pacte de croissance et de solidarité et la relance du pouvoir d'achat, par trois canaux : basculement de cotisations sur la CSG, réduction du temps de travail , conférence salariale.
L'objectif de cette politique qui doit se faire dans des conditions inflationnistes n'est pas d'augmenter brutalement et fortement les salaires mais de redresser progressivement leur part à la négociation par l'impulsion de l'Etat et la politique contractuelle dans le revenu national et par là même, d'augmenter la croissance potentielle de l'économie française en l'appuyant sur la reprise de la consommation et de l'investissement.
Une logique de création directe d'emplois se substituant à une politique d'incitation indirecte par des exonérations sociales ou fiscales coûteuses dont le Gouvernement comme le patronat avoue aujourd'hui l'inefficacité. C'est le sens du programme d'urgence pur les jeunes qui, pour débloquer une situation dramatique implique effectivement un effort volontariste de la part de l'Etat.
Dominique Strauss-Kahn dans sa comparaison éclairante avec le CIE, ou Jean Glavany parmi d'autres, ont montré les conditions de la réussite d'un tel programme. même si nous allons poursuivre un travail de précision et d'élaboration.
C'est aussi le sens et l'objet de la réduction du temps de travail qui reposera, comme je l'avais indiqué pendant la campagne présidentielle, sur la détermination de la loi et la négociation des partenaires sociaux. La première guidant les seconds, les seconds concrétisant et appliquant au terrain la première.
Quel vaste chantier pour le mouvement syndical et quelles opportunités pour ceux qui rvent d'une symbiose avec le mouvement social.
Une logique de redistribution pour et par la justice sociale : notre système de prélèvements fiscaux et sociaux est archaïque et profondément injuste. C'est pourquoi, comme l'ont indiqué Henri Emmanuelli, Christian Pierret ou Alain Richard, nous proposons une vaste refonte, basée sur un double rééquilibrage : capital/travail, impôt direct/impôt indirect. Là aussi, la réforme devra être conduite dans l'ordre et progressivement, pour des raisons de maîtrise technique, de problèmes complexes mais aussi pour des raisons psychologiques dans ce pays qui s'appelle la France.
J'ai la conviction que cette approche est équilibrée et nous n'avons aucune leçon à recevoir de ceux M. Balladur ou M. Juppé, qui ont augmenté les prélèvements obligatoires de 2 points et ont accru la dette publique de 2000 milliards de francs ...(Applaudissements)... de ceux qui ont plongé littéralement dans le rouge la Sécurité sociale au point de la fragiliser. Les vrais laxistes, ce sont eux !
Nous ne proposons pas de creuser les déficits mais de dépenser mieux en préparant l'avenir dans l'éducation, la formation, la recherche, l'aide à l'innovation et à la création d'entreprise, comme l'a suggéré Edith Cresson, logement, justice. Nous ne proposons pas de prélever plus mais de prélever mieux. Les marges de manœuvre retrouvées seront utilisées à des baisses

Fondation Jean Jaurès

d'impôts pour tous, et non pour quelques uns comme avec ces mesures récentes prises pour alléger l'impôt sur la fortune pour un millier de grands favorisés : TVA, TIPP, taxe d'habitation.
Ce sur quoi je veux insister également, c'est sur le fait que notre politique nationale est en cohérence avec notre politique européenne. Volonté de croissance et d'emploi, stabilité monétaire, remise en ordre institutionnelle et des mécanismes de décision avant l'élargissement, primauté des instances légitimes sur les structures technocratiques, défense des intérêts des peuples européens, affirmation d'un vrai modèle de civilisation vont pour nous de pair.
Je ne peux développer cela davantage aujourd'hui car les questions de la monnaie unique nous sollicitent et je veux y revenir.
Avons-nous bougé sur l'Europe et la monnaie unique ? Moi, très peu, qui n'avait pas voté Maastricht d'enthousiasme et qui n'ai jamais été partisan du franc fort.
Pour moi, si l'Europe est un "totem", pour parler comme Julien, c'est à condition de ne pas la confondre avec un poteau de torture.
Quant à la monnaie, est-elle tabou ? Sûrement pas. Mais le problème est de savoir comment l'aborder.
Je vous redis ce que je crois et ce sur quoi finalement nous avons été très nombreux à nous mettre d'accord ; je ne crois pas à l'intérêt d'une approche par la dévaluation ou, version transitoire, par le décrochage.
Politiquement, parce que les français n'aiment pas que l'on déprécie leur monnaie.
Economiquement, parce que je n'ai pas constaté que les dévaluations du francs intervenues depuis 15 ans, sous la gauche comme sous la droite, aient eu un effet subséquent sur la croissance et sur l'emploi.
Diplomatiquement, non pas comme le disait maladroitement Jacques Chirac, parce que cela fâcherait l'Allemagne, mais parce que cela nous mettrait dans une position de faiblesse vis-à-vis du gouvernement allemand et sans avoir plus d'armes de négociation avant même d'avoir commencé celle-ci.
Je préfère de beaucoup au suivisme passif de Jacques Chirac et aux improvisations à contre-emploi de Valéry Giscard d'Estaing, la méthode et les objectifs sur lesquels nous sommes maintenant tous d'accord, ceux des "quatre conditions" : une monnaie de toute l'Europe, un pacte de croissance et de solidarité, un gouvernement économique , un euro non surévalué par rapport au dollar.
Au moment où les autorités françaises cèdent à Dublin sur le "pacte de stabilité, faute d'avoir un dessein européen susceptible d'entraîner les autres gouvernements, faute d'oser proposer à l'Allemagne une perspective politique et institutionnelle pour l'Europe capable de bousculer ses frilosités monétaires, je voudrais marquer à nouveau et clairement, pour aujourd'hui et pour demain, dans l'opposition comme au pouvoir, la position des socialistes.
Nous sommes engagés par le Traité de Maastricht que notre peuple a ratifié par un référendum demandé par le président François Mitterrand. Nous ne sommes pas tenus par des critères rajoutés à ce traité. Nous n'avons pas signé de Maastricht II et personne n'a eu jusqu'ici mandant de négocier un autre traité !

Fondation Jean-Jaurès

(Applaudissements)
Les conditions que nous avons définies sont compatibles avec cela lettre et l'esprit du Traité et, à mon sens, elles offrent à la monnaie unique et à la construction européenne les conditions de leur réussite au yeux des peuples. C'est à ces conditions que nous nous soutiendrons si les français nous donnent la majorité en 1998.
Cette double cohérence de nos propositions, il nous faut la défendre, il nous faut la faire partager, en France et en Europe.
En France, nous avons commencé, par exemple, auprès des syndicats et des associations, grâce au Forum social de Saint-Denis le 16 novembre 1996, organisé par Jean-Christophe Cambadelis et Harlem Désir.

Il nous faut sans doute passer la vitesse supérieure parce que ces propositions sont aujourd'hui adoptées et nous engagent tous, parce que nous allons affronter -nous l'avons vu hier déjà- les critiques caricaturales de la Droite ; c'est le rare terrain sur lequel elle pourra peut-être faire son unité, parce que nous devons parfois répondre dans la gauche même aux observations des tièdes ou aux surenchères.
Plusieurs d'entre vous ont fait des suggestions dans ce sens : Gérard Lindeperg, Partages, le MJS. La Direction nationale va travailler à tout cela et vous faire des propositions. Ce qui est sûr, c'est que , sous des formes multiples, brochure, tract, rencontre, réunion publique, présence sur les médias, nous allons nous engager tous ensemble dans un puissant mouvement de popularisation de nos propositions économiques et sociales.
En Europe, nous devons affirmer la même exigence de conviction. Ce ne sera pas forcément aisé. Le parti des socialistes européens est plus un lieu d'échanges qu'une organisation accoutumée à mener des actions communes. Les quant à soi nationaux y sont présents. la différence entre ceux qui sont au Gouvernement, et plus disposés à ménager leurs collègues conservateurs des réunions ministérielles et des sommets européens- y est subtilement et parfois explicitement présente.
Or, nous ne sommes pas au gouvernement et notre capacité d'influer est donc plus faible.
A cet égard, je voudrais d'ailleurs dire de quel poids pèse le fait que les plus grands pays de l'Union, à l'exception de l'Italie, ont des gouvernements de droite. Mais en peu d'années, si les travaillistes l'emportent en Grande Bretagne, si nous gagnons en France, si Aznar échoue en Espagne, la situation peut changer.
Sans attendre et malgré les obstacles que j'évoquais, nous pouvons ainsi que l'a suggéré Jean Poperen, nous battre pour populariser auprès de nos partenaires politiques ou syndicaux européens cette idée du "contrat social européen". (Applaudissements).
Tout cela devra être engagé dès le début de 1997. Quelle année difficile et passionnante s'annonce devant nous ! celle de la maturation de notre projet, celle de la cristallisation du sentiment des français dans la perspective des élections

Fondation Jean Jaurès

législatives, et il semble même que certains d'entre nous, notamment dans l'appareil technique du Parti, aspirent tellement à voir venir plus vite cette année 1997 qu'ils l'ont inscrite sur nos badges, ce qu'il ne faudra pas qu'ils recommencent... Vous ne l'aviez pas vu tous, je vois que vous vérifiez...
(Rires dans la salle).
Naturellement à cet égard je souscris comme vous aux recommandations que nous faisait hier Laurent, en trois points, si je les résume : pour le programme il vaut mieux un message clair et un dessein ferme qu'un catalogue embrouillé ; pour les élections il vaut mieux les gagner que les perdre et au pouvoir il vaut mieux réussir qu'échouer.
(Applaudissements).
Tous ensemble nous nous efforcerons de suivre point par point cet irrécusable cahier des charges, mais pour cela un choix devra être fait dans le pays, entre la droite et nous, il n'y a pas d'autre voie.
Je voudrais dire ici à quelques-uns qu'il n'est pas juste du point de vue de l'analyse et qu'il est tout à fait maladroit politiquement d'évoquer parfois le Front national comme une alternative possible aujourd'hui ou demain. L'extrême droite n'est pas -pour reprendre une expression que j'ai entendue hier et que personnellement je n'aimerais pas entendre dans le Parti- une solution qui n'a pas été essayée. Non ! Le Front National n'est pas une solution qui n'a pas été essayée, cet ennemi de la République est un danger pour la démocratie.

Dans la salle - Bravo ! Bravo ! (Vifs applaudissements).

Lionel Jospin - Cette extrême-droite ne doit pas faire l'objet de ces spéculations politiques moroses et menaçantes, elle doit être combattue.
mais revenons au choix réel : nous l'avons vu il y a trois jours, le président Jacques Chirac ne peut donner du sens à l'action de son gouvernement et à la sienne propre, il ne reste plus rien de la tonalité de l'espérance de sa campagne, même s'il s'efforce accoustiquement d'en réveiller l'écho.
La politique qu'il confirme est trop inefficace pour convaincre, elle est trop injuste pour apaiser les tensions, elle est trop timorée pour entraîner l'Europe. En France elle débouche, nous le savons, sur de nouvelles menaces pour les travailleurs et les français, flexibilité, sécurité sociale privée, retraite par capitalisation.
Sur le plan de la politique étrangère, une succession de gestes désordonnés, dont certains parfois justes mais non articulés, à une volonté européenne ne permet pas un dessin clair et n'esquisse pas par cela même au nom de notre pays un nouvel ordre plus harmonieux. Ne pourrait-on par exemple se lever courtoisement pour porter un toast à la santé du secrétaire d'Etat américain, surtout quand il part, et éviter de se coucher platement dans l'OTAN ?!
(Applaudissements).
Il nous faut donc redonner l'espoir et ouvrir un chemin, notre vision des enjeux d'aujourd'hui est devenue plus claire après ces trois conventions, nous disposons de sérieux matériaux d'analyse et de corps de propositions. Nous sommes dotés

de références communes. Il faut faire partager notre vision de la société, il faut convaincre les français de la justesse de nos propositions.
Pour l'année 1997, nous avons quelques rendez-vous importants, dont nous verrons bien si la vie les bouscule : en janvier et au tout début de février nous aurons désigné nos candidats et candidates aux législatives, aux sénatoriales et nos premiers ou premières des socialistes aux élections régionales.
Pour ce qui concerne les candidatures de femmes, vous le savez, nous avons dit ce que nous ferions et nous avons fait ce que nous avions dit.
(Applaudissements)
Et voilà un bon exemple pour convaincre les français de la solidité de nos engagements. Tous nos candidats en tous cas vont pouvoir bientôt aller sur le terrain, à la rencontre des français, pour participer en particulier à notre campagne de popularisation de notre projet de politique économique, la composition de nos listes régionales devra, en prenant en compte l'objectif de parité, suivre à mon sens très vite.
Dans les mois qui suivront, nous compléterons nos réflexions sur quelques thèmes essentiels, pour nous et pour les français, un certain nombre de propositions ont été faites, y compris hier ici, nous devrons sélectionner, choisir pour des journées thématiques les sujets les plus importants, l'immigration, l'éducation, la sécurité de nos concitoyens, l'écologie, les services publics sans doute, ou peut-être.
D'autres travaux poursuivis depuis des mois dans nos nombreux groupes de travail et commissions pourront déboucher différemment au niveau du Bureau National ou du Conseil National, là aussi la Direction -c'est son rôle- vous proposera de prendre des décisions.
Puis nous amorcerons notre synthèse programmatique. Nous préparerons le contrat d'ensemble que nous voulons proposer aux françaises et aux français, nous tiendrons pour ce faire notre Congrès national à sa date normale, vers la fin de l'année 1997.
A ce moment là nous aurons réintégré depuis quelques mois déjà notre siège de la Rue de Solferino, que nous venons de quitter provisoirement, l'outil sera rénové et prêt pour l'action, avec ses permanents que je remercie pour leur travail quotidien.
(Applaudissements).
Notre travail d'opposition, bien sûr, se poursuivra, grâce à l'action de tous, grâce à l'activité efficace de notre groupe parlementaire et de son président ou présidente. Au travail d'impulsion du Secrétariat National et du Bureau national nous avons dé agir avec force et doigté, prenez comme dernier exemple l'efficacité de notre intervention dans l'embrouillamini de l'affaire Thomson, depuis quinze mois nous nous sommes rassemblés sans que chacun ne soit privé nid e son expression, ni de son apport au travail commun, nos débats ont lieu, chacun s'en réjouit je pense, dans un climat harmonieux et même souvent fraternel. C'est ainsi que j'aime le parti socialiste.
(Applaudissements).
C'est comme cela que je m'y sens bien à sa tête comme dans ma section ou dans

ma fédération.
Veillez bien à préserver ce que nous avons reconquis ces derniers mois, évitez les divisions et les querelles qui blessent sans que quiconque y gagne. Nos quelques échecs électoraux sont dés en réalité à l'ombre portée aux survivances de déchirements anciens, résorbez-les s'ils subsistent, si vous voulez la victoire, rassemblés nous pourrons viser le rassemblement de la gauche.
Je ne vais pas développer ici des considérations de stratégie politique mais vous savez que nous y reviendrons plus tard, ensemble. Vous savez aussi que je reste attaché au rassemblement de la gauche et des forces de progrès, ces forces ayant été rejointes par les éléments les plus sincères , les plus novateurs du mouvement écologiste, leurs représentants à tous, partis de gauche, les verts sont ici, et je les salue en votre nom.
(Applaudissements).
Nous avons devant nous trois perspectives et trois chronologies à cet égard : le temps très court, c'est celui des accords électoraux, le temps qui se continue, c'est celui de l'action commune, le moment où peut venir un jour, si le peuple le veut, la question de la volonté de chacun et de la capacité commune de gouverner ensemble.
La première perspective naturellement qui vient d'abord : les accords électoraux.
Avec le Parti Communiste qui y a son Congrès, ce sera normalement le pluralisme des candidatures au premier tour à la discipline républicaine au second.
Avec les Radicaux Socialistes, nous souhaitons parvenir à un accord politique avec des candidats communs partout.
Je crois que c'est possible. Daniel Vaillant, Jean-Pierre Bel, Sylvie Guillaume, Michèle Sabban, ont hier soir, en direct, tenu avec nos Premiers Secrétaires Fédéraux, une longue réunion de travail pour les informer très clairement de tout ce qui était discuté dans le cadre de la Commission électorale du Parti, ou dans le cadre des discussions qu'ils conduisent avec les autres formations politiques. Cela montre que nombre de Directions travaillent en transparence avec l'ensemble du Parti et en respectant ses cadres et ses responsables.
Avec les Verts, et le Mouvement des Citoyens, c'est plus difficile.
D'abord parce qu'il s'agit, dans leur cas, je dirai d'une approche hybride et d'une volonté qui vient d'eux, il faut bien le dire, d'une sorte de mixité dans l'accord qui pourrait être conclu, une mixité de l'une et de l'autre des deux premières démarches sans en avoir la cohérence, ou séparation puis discipline ou accords communs partout.
Cela tient peut-être à la nature de ces mouvements.
Avec les Verts, si je peux me permettre de le dire, il y a peut-être un problème de dispersion moléculaire. On ne sait pas toujours comment les choses vont suivre et parfois aussi, je le dis, parce que c'est un vrai problème qui a été évoqué dans nos instances nationales, on se demande : si l'on signe ici, dans tel endroit, dans telle circonscription, dans tel département, sera-t-on sér, pour autant, que ne sortiront pas alors d'autres candidats qui se réclameront d'une écologie également de progrès. C'est une véritable difficulté.

Avec le Mouvement des Citoyens, c'est peut-être plutôt un problème d'excès dans la densité du noyau.
(Rires et applaudissements dans la salle)
On nous demande beaucoup, on ne veut pas donner grand chose. On nous critique parfois, un peu trop sévèrement pour exister et puis on veut venir avec nous pour survivre. Ce n'est pas facile !
(Applaudissements).
Peut-être que la méthode sera celle de la "souveraineté-association" qui rappellera des choses à un certain nombre d'entre vous, souveraineté de chaque formation, association à chaque fois que c'est possible`. Daniel Vaillant et Jean-Christophe sous le contrôle de notre Direction Nationale, vont avoir en tout cas à gérer ces contacts.
Chers camarades, je conclus : contrairement au président de la république je ne crois pas que mon pays ait besoin d'être stigmatisé, ni que les français désirent être fustigés. Je crois qu'ils ont besoin d'espérances et non d'amertume. J'ai confiance dans les potentialités de mon pays. Je crois à l'intervention-conscience et à la mobilisation nécessaire des Français. Quant aux Syndicats et aux forces sociales, je sais bien qu'ils ne veulent pas casser mais construire, qu'ils ne veulent prendre personne en otage mais simplement avoir le droit de se prendre eux-mêmes en main.
(Applaudissements).
Non, je ne mets pas la crise sur le dos des français, je n'en fais pas le bouc-émissaire d'une impuissance, j'ai confiance en eux et je veux avec vous leur rendre confiance , et non pas exclure mais rassembler.
C'est le sens de ces propositions d'aujourd'hui.
Je souhaite que ce soit aussi le sens du message que nous donnions au pays après cette Convention.
Mes chers camarades, passez de bonnes fêtes de Noël et de jour de l'an. Revenez reposés, ce sera nécessaire, confiants et déterminés. Au début de l'année 1997 de grandes choses nous attendent sans doute mais il nous faudra les forger. Bon courage et à bientôt.
(Vifs applaudissements de la salle debout).

Louis Mermaz - Merci Lionel, tu nous a donné le souffle qu'il fallait pour pouvoir nous battre.
Avant de déclarer close la Convention nationale, je voudrais vous souhaiter à tous un joyeux Noël.
La Convention nationale est close. Merci.

(Applaudissements).

Fondation Jean Jaurès